FNEC FP FO
SNFOLC
Syndicat national Force Ouvrière des Lycées et Collèges

Communiqué
27 novembre



AMPLIFIER LE RAPPORT DE FORCE,

PAR LA MOBILISATION ET LE VOTE FO AUX ÉLECTIONS !

Du 3 au 10 décembre prochains, les personnels de l'Education nationale sont appelés, comme l'ensemble des fonctionnaires, à élire leurs représentants syndicaux dans les commissions paritaires et instances dites de « dialogue social » (comités sociaux d'administration ministériel et académiques).

Le « dialogue social » ?
Parlons-en un peu.
Ces élections se tiennent dans une situation marquée depuis la fin du mois de septembre par la mobilisation des lycéens, très vite rejoints par les étudiants, pour obtenir de meilleures conditions d'études et défendre leur droit à un avenir qu'ils auront choisi. Cette mobilisation a déclenché un mouvement social historique avec la jonction, dès le 29 septembre et tout au long du mois d'octobre, entre les revendications de la jeunesse et celles des personnels de l'Education nationale, des fonctionnaires, des salariés du privé, contre la vie chère, pour l'augmentation des salaires, pour les services publics…

Dès le début, les militants de la FNEC FP-FO et du SNFOLC étaient devant les grilles des lycées bloqués, comme dans les cortèges, aux côtés des lycéens. Et pour cause : dès le 24 juin, la FNEC FP-FO, constatant qu'en deux ans plus de 50 000 places ont été supprimées sur Parcoursup et près de 25 000 sur Mon Master, puis qu'en parallèle le gouvernement Macron-Lecornu fait tout pour diriger les jeunes vers des formations payantes, ou bien vers l'armée, appelait à des rassemblements devant le ministère de l'Enseignement supérieur à Paris, et devant les rectorats dans les académies, pour exiger l'ouverture massive de places dans le Supérieur, l'abrogation des plateformes Parcoursup et Mon Master, le rétablissement du baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire, de l'argent pour l'Ecole, pour l'Université, pas pour l'armée !

Le 7 juillet, jour de résultats du baccalauréat, des diffusions étaient organisées devant des dizaines de lycées d'une vingtaine d'académies appelant à l'organisation d'une visioconférence nationale pour organiser le rapport de force. Le 4 septembre, une conférence de presse organisée dans les locaux de la Fédération, avec plusieurs organisations de jeunesse (la Fédération Syndicale Étudiante, l'UNEF Nanterre, la Coordination Étudiante), constatant le bilan désastreux des résultats Parcoursup (près de 127 000 sans affectation à l'issue de la principale phase d'admission le 11 juillet), appelait à de nouveaux rassemblements devant le ministère de l'Enseignement supérieur et les rectorats le 9 septembre.
Ces actions étaient menées alors que dans le même temps, les syndicats SNFOLC organisaient partout, depuis le mois de janvier, la mobilisation des personnels contre la suppression des 4 000 postes d'enseignement à la rentrée (1 365 dans les collèges et lycées), contre les fermetures de classes, ainsi que contre les mesures de militarisation de l'Ecole et d'embrigadement de la jeunesse.

Pour le SNFOLC comme pour la FNEC FP-FO, se mobiliser aux côtés des jeunes est donc une évidence : leurs revendications en défense de l'Ecole publique et du droit à l'instruction, contre la militarisation et la marche à la guerre, sont les nôtres.

La réponse du gouvernement, on la connaît : refusant catégoriquement de renoncer à son budget de guerre et d'austérité, avec ses 54 milliards de coupes dans les dépenses publiques indispensables à la population (santé, éducation, sécurité civile…), il a choisi de réduire le mouvement lycéen à des violences urbaines et de lui opposer une répression d'une violence intolérable (10 000 interpellations, dont une majorité de mineurs, plus de 100 cas de mutilations et blessures graves). Et cette répression, il l'aggrave encore aujourd'hui avec le télégramme Geffray-Nunez organisant la chasse aux élèves et personnels mobilisés, et la multiplication des conseils de discipline.

Alors ? Dialogue social ?
Certes, le ministre Geffray a fait des annonces fin octobre, mais même si l'annulation des suppressions de postes dans les collèges et lycées n'est pas insignifiante, elles restent insuffisantes. Il organise depuis des groupes de travail pour aménager Parcoursup et la réforme Blanquer du lycée et du baccalauréat. Ce n'est pas ce que demandent les jeunes, ni les personnels.

Au plan salarial, la conférence sociale du premier ministre Lecornu n'a lâché que des miettes avec ses 1,6 % d'augmentation du SMIC dont le principal résultat est que plus d'un million de fonctionnaires seront payés en dessous du SMIC.

Le fait est là : dans de telles conditions, le dialogue social ne peut être qu'un leurre, une mystification.
La vérité, c'est que ce gouvernement n'entend que le rapport de force, et qu'il a été ébranlé, fragilisé par la formidable mobilisation de la jeunesse.

Alors, pour ceux qui se demanderaient pour qui voter du 3 au 10 décembre, la réponse est assez simple : il s'agit d'amplifier le rapport de force, en prenant part aux mobilisations, avec la jeunesse et tous les travailleurs et en votant FO aux élections professionnelles.

FNEC FP FO
SNFOLC
siège national

6-8 rue Gaston Lauriau - 93513 Montreuil-sous-Bois Cedex
Tél. : 01 56 93 22 44
snfolc.national@fo-fnecfp.fr

@SNFOLC_national
Site internet du SNFOLC
www.fo-snfolc.fr